

ORANGE, le 26 juin 2024

N°674

Publié le : 01 JUL. 2024

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION, DU STATIONNEMENT ET DE  
L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1, L. 2212-2, L.2213-1 et L. 2213-6 relatifs aux attributions du Maire, à la Police Municipale, à la Police de la circulation et du stationnement ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, R-2122-1 et suivants, et L.2125-1 et suivants, relatifs aux règles générales d'Occupation du Domaine Public ;

VU la délibération n°806/2022 du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2022, parvenue en Préfecture de Vaucluse le 16 décembre 2022, portant révision des tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints du 30 novembre 2021 ;

VU la demande du 03 juin 2024 par laquelle l'entreprise PROVENCE DEMENAGEMENT, 16 route de d'Avignon – BP 40103 – 84303 CAVAILLON Cedex 3 sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public, en vue du déménagement de M. FRATACCI.

**Considérant** que pour permettre l'exécution d'un déménagement avec 4 véhicules et assurer la sécurité des salariés de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de régler la circulation selon les dispositions suivantes :

- ARRETE -

**ARTICLE 1 :** L'entreprise PROVENCE DEMENAGEMENT, ci-après dénommée « le bénéficiaire » est autorisée à occuper le domaine public :

LIEU (de l'occupation du domaine public) : rue Tourgayranne

ADRESSE DU DEMENAGEMENT : 5 rue Tourgayranne

NATURE (de l'occupation du domaine public) : stationnement d'un IVECO DAILY 17 immatriculé FZ 309HL, d'un RENAULT MASTER 4 immatriculé EA 883 WN, d'un MERCEDES SPRINTER 1 immatriculé EV 194 PV et d'un BOXER monte meubles immatriculé EX 539 YP

DURÉE : le 30 juillet 2024 de 07h30 à 14h00

REDEVANCE : gratuité

**ARTICLE 2 :** Au vu des modalités d'occupation du domaine public citées dans l'article 1, il y a lieu de régler la circulation et le stationnement comme suit :

- La circulation des véhicules de toutes sortes sera interdite rue Tourgayranne au droit du déménagement. Seule la présence simultanée du monte meubles et d'un autre véhicule sera autorisée. Les véhicules en attente devront stationnés cours Aristide Briand ;
- Le stationnement des véhicules de toutes sortes sera interdit sur 2 cases du cours Aristide Briand pour permettre le stationnement des véhicules
- La signalisation devra être mise ne place par l'entreprise ;
- Les riverains pourront exceptionnellement remontés le tronçon fermé afin de sortir de leur habitation.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction seront mis en fourrière sans préavis.

**ARTICLE 4 :** Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son activité, celle de ses sous-traitants, son personnel ou de l'installation de ses biens mobiliers.

En outre, le bénéficiaire de la présente autorisation doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir le libre accès des services et engins de secours aux immeubles et aux bouches d'incendie.

**ARTICLE 5 :** Cet arrêté doit être apposé à l'intérieur du (des) véhicule(s) sur le pare-brise, de manière à permettre le contrôle par les agents de la collectivité chargés du contrôle.

**ARTICLE 6 :** Lorsque l'emplacement attribué est constitué par des places de stationnement, la **réservation matérielle de celles-ci doit être effectuée 48h avant le début de l'intervention et relève de la responsabilité du bénéficiaire.**

**ARTICLE 7 :** La signalisation, notamment dans le cas d'une déviation de la circulation, sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par le bénéficiaire, sous sa responsabilité.

**ARTICLE 8 :** De même, si nécessaire, une signalétique particulière sera mise en place par le bénéficiaire et sous sa responsabilité afin d'assurer la sécurité des piétons.

**ARTICLE 9 :** La demande d'ouverture de bornes, en dehors des horaires des services municipaux, dépendra de la Police Municipale de la ville d'Orange : 04.90.51.55.55.

**ARTICLE 10 :** Les droits des tiers et des riverains sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera publié sur le site de la ville d'Orange.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois.

**ARTICLE 13 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de circonscription, Monsieur le Chef de Police Municipale et les agents chargés du contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et pourront retirer la présente autorisation si les prescriptions énoncées ci-dessus n'étaient pas respectées.

 